

<http://divergences.be/spip.php?article230>



4 - Chronologie Turquie, Kurdistan, Chypre

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2007 - N° 5 (Janvier/January 2007) - International - Turquie / Turkey -

Date de mise en ligne : lundi 25 décembre 2006

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

1918

– Défaite de l'Empire Ottoman, armistice de Moudros.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L124xH400/4-2-9838f.jpg>

1920

– Invasion de la Thrace orientale par la Grèce, début de la guerre d'indépendance contre les Grecs et les Anglais.

– 23 avril, réunion d'une « grande assemblée nationale » qui se proclame représentative de la nation turque et délègue le pouvoir à un Conseil présidé par Mustafa Kémal, dit Atatürk.

1921

– 28 janvier, le gouvernement kémaliste fait assassiner une partie des dirigeants du Parti Communiste de Turquie, dont Mustafa Suphi.

1922

– Les nationalistes turcs gagnent la guerre, entraînant la disparition du gouvernement impérial et l'abolition de l'empire Ottoman (le Califat sera officiellement aboli en 1924).

1923

– 24 juillet, le traité de Lausanne valide la victoire des nationalistes turcs, établit les frontières du pays et se traduit par des déplacements de populations entre Grèce et Turquie (des grecs quittent la Turquie et des turcs quittent la Grèce).

– 29 octobre, la République de Turquie est proclamée. Un seul parti est autorisé, le Parti Républicain du Peuple (CHP).

1925

– Rébellion de Cheikh Saïd au Kurdistan.

1934

– Le droit de vote est concédé aux femmes

1938

– Rébellion kurde dans la région de Dersim. Mort de Mustafa Kémal, qui sera remplacé par Ismet İnönü à la tête de l'Etat.

1945

– Passage au régime multipartite, suite à des divisions de la classe dirigeante et sous l'égide des Etats Unis qui désirent un régime moins nationaliste et moins « fermé ».

– Création du Parti Démocrate (PD), du Parti du Relèvement National et du Parti de la mère patrie.

1950

– Le Parti Démocrate remporte les élections et développe une politique plus tolérante envers la religion. L'enseignement religieux est introduit dans les écoles et les lycées.

4 - Chronologie Turquie, Kurdistan, Chypre

1951

– Adhésion de la Turquie au Pacte de l'Atlantique Nord (OTAN), sous l'impulsion du Parti Démocrate.

1955

– Les nationalistes grecs de Chypre de l'EOKA se lancent dans des actions de sabotage et des attentats pour obtenir le rattachement de l'île à la Grèce.

1956

– 6 7 septembre, émeutes patriotiques à Istamboul contre les habitants Grecs et Arméniens.

1960

– 27 mai, coup d'Etat militaire. Le général Gürsel devient président de la République.

– 16 août, proclamation de l'indépendance de Chypre, république unie, avec un président grec (Makarios) et un vice président turc (*A ce moment là, 78% de la population chypriote est greque et 18% turque, ces deux « nationalités » étant réparties uniformément dans toute l'île.*)

– Novembre, une nouvelle assemblée est élue, avec une majorité pour le CHP.

1961

– Trois anciens ministres du PD sont exécutés par le nouveau régime.

– 9 juillet, adoption d'une nouvelle constitution.

– L'ancien Parti Démocrate se reforme sous le nom de Parti de la Justice (AP).

1963

– Les nationalistes grecs provoquent des affrontements avec les nationalistes turcs à Chypre.

1964

– Envoi à Chypre d'une force d'interposition de l'ONU de 7000 soldats. Les nationalistes turcs réussissent à concentrer la moitié des habitants turcs dans des enclaves, qui seront soumises au blocus de la partie greque jusqu'en 1968.

1965

– L'AP remporte les élections et développe une politique nationaliste (soutien aux nationalistes turcs de Chypre), répressive (persécution des organisations de gauche et des syndicats) et réactionnaire (soutien aux islamistes et retour à la religion).

– Fondation de la Confédération des Syndicats Révolutionnaires des Travailleurs (DISK)

1968

– Les étudiants occupent les universités. Un courant anti-USA se développe.

1970

4 - Chronologie Turquie, Kurdistan, Chypre

– 15 16 juin, émeute de travailleurs à Istanbul

1971

– 12 mars, l'armée, qui détient la présidence de la République, « retire sa confiance » au gouvernement de Demirel (AP) et nomme un nouveau gouvernement.

1972

– 6 mai, trois jeunes révolutionnaires, Deniz Gezmi, Hüseyin Inan et Yusuf Aslan, sont pendus par le régime militaire.

1974

– juillet, amnistie générale en Turquie.

– 15 juillet, les nationalistes grecs, soutenus par le régime militaire en place en Grèce, renversent le gouvernement de Makarios à Chypre.

– 20 juillet, l'armée turque occupe le nord de Chypre sur demande des nationalistes turcs de l'île. 1500 chypriotes grecs, arrêtés par l'armée turque, « disparaissent ». Les nationalistes grecs commettent des massacres dans trois villages turcophones.

– Décembre, fin du régime des colonels en Grèce et retour de Makarios à la présidence de la République de Chypre (amputée du nord de l'île). Entre temps, 160 000 chypriotes grecs ont quitté le nord de l'île vers le sud.

1975

– Les nationalistes chypriotes turcs revendiquent un « Etat fédéré » autonome dans la zone occupée par l'armée turque. Accord entre les deux autorités de l'île pour un « échange de population » : près de 40 000 chypriotes turcs sont transférés de la zone sud vers la zone turque.

1977

– Pendant les manifestations du 1^{er} Mai en Turquie, les affrontements font 34 morts et de nombreux blessés.

1979

– Les fascistes tuent 500 Alévis à Mara, en Turquie.

1980

– 12 septembre, nouveau coup d'Etat militaire en Turquie.

1982

– La nouvelle constitution turque rend obligatoire l'éducation religieuse dans les écoles.

1983

– 15 novembre, proclamation de la République turque du Nord de Chypre.

1984

– Août, le PKK se lance dans la guérilla au Kurdistan turc.

1990

– Pendant le remplissage du grand barrage Atatürk, qui vient d'être terminé au Kurdistan turc, l'Euphrate cesse de couler vers la Syrie et l'Irak, qui se voient momentanément privés d'eau. Ce barrage est le premier de toute une série prévue dans le cadre du Grand Projet d'Anatolie (GAP), projet d'aménagement hydraulique dans les bassins du Tigre et de l'Euphrate, qui a conduit tout au long des années 90 à l'inondation de nombreux villages kurdes sous les lacs artificiels.

1991

– Gouvernement de coalition entre le Parti de la Voie Véritable (DYP) et les social démocrates du SHP.

– Avril, l'ONU crée une « zone de protection » dans le Kurdistan irakien, zone immédiatement soumise à l'embargo commercial de la part de l'Etat irakien.

1992

– Mai, constitution d'un parlement et d'un gouvernement régionaux au Kurdistan irakien. Sur les 8 partis politiques kurdes, réunis en un Front Uni depuis 1988, deux se partagent la majorité des votes : l'UPK et le PDK.

– Octobre, pour éviter une intervention de l'armée turque y' au Kurdistan irakien, les gérillas de l'UPK et du PDK chassent des bases du PKK de leur territoire. Le PKK renonce alors à l'objectif d'une indépendance tournée vers les autres régions kurdes (d'Irak et d'Iran) et se fixe pour but une fédération avec la Turquie.

1993

– Mars, proclamation d'un cessez le feu unilatéral par le PKK, qui demande de négocier avec la Turquie, en vain.

– Mai, rupture du cessez le feu du PKK.

– 2 juillet, des fondamentalistes incendient un hotel à Sivas, faisant 37 morts et visant la communauté alévie.

– Au cours de l'année 93, au moins 800 villages kurdes sont détruits par l'armée turque.

1994

– Au cours de l'année, au moins 1000 villages et 1500 hameaux kurdes sont détruits par l'armée turque. (*Déclaration de Azimet Hacaloglu, ministre d'Etat chargé des droits de l'Homme (!) à l'hebdomadaire Cumhuriyet des 6-12 octobre 1995.*)

– Les désaccords entre partis kurdes irakiens dégénèrent, l'UPK occupe Erbil, paralysant les institutions autonomes kurdes. Le Kurdistan irakien se divise en deux territoires, l'un contrôlé par l'UPK et l'autre par le PDK.

1995

– Mars, la police tue 24 personnes au cours des manifestations de Gazi à Istanbul.

– Mars mai, opération de l'armée turque au Kurdistan irakien.

– Juin, le parlement turc brandit la menace de la guerre contre la Grèce au sujet du partage des eaux et des îles de la mer Egée. Début d'une escalade militaire entre les deux pays. La Turquie adopte un budget de 67 milliards de dollars étalé sur 9 ans pour l'achat d'armement.

4 - Chronologie Turquie, Kurdistan, Chypre

– 11 décembre, nouvelle proposition de cessez le feu du PKK, alors qu'au cours des 11 premiers mois de l'année 95 ce sont au moins 289 villages kurdes qui ont été détruits par les militaires turcs.

– 15 décembre, signature du traité d'union douanière entre la Turquie et l'Union Européenne.

1996

– Janvier, occupation de l'îlot d'Imia, en mer Egée, par la Turquie. Crise ouverte avec la Grèce.

– Signature de deux accords (en février et en août) de coopération militaire entre Israël et la Turquie, visant à faire pression sur la Syrie (à qui la Turquie reproche d'abriter des bases du PKK).

– Plusieurs attentats en Syrie contre des objectifs liés au PKK. L'un des attentats, le 31 décembre, fait 8 morts dans un bus. Les services secrets turcs sont suspectés d'en être les auteurs.

– Juin, formation d'un gouvernement de coalition entre le DYP et le Refah (islamistes) présidé par Necmettin Erbakan.

– Août, guerre civile au Kurdistan irakien, entre le PDK et l'UPK. Le PDK de Barzani fait appel à l'armée irakienne de Saddam Hussein pour chasser l'UPK d'Erbil, la capitale du Kurdistan sud. Cette intervention officialise la disparition de l'administration autonome du Kurdistan irakien, au grand plaisir de la Turquie, pour qui toute idée d'autonomie kurde est impensable.

– Novembre, scandale Susurluk qui discrédite le nouveau gouvernement turc.

1997

– 28 février, coup de force institutionnel, les militaires destituent le gouvernement.

– Octobre, nouvelle expédition militaire turque au Kurdistan irakien.

1998

– Le Refah Partisi (RP) est dissout, mais renaît sous un autre nom.

– Accord entre l'UPK et le PDK signé à Washington.

1999

– Février, enlèvement du leader du PKK, Abdullah Öcalan, par des barbouzes grecs, créant les conditions d'une négociation et d'un rapprochement entre Grèce et Turquie. Ces deux pays partagent le même intérêt pour le maintien des frontières actuelles dans les Balkans (la crise du Kosovo venait d'éclater).

– Août, séisme dans la région turque de Marmara. La Grèce aide la Turquie dans les opérations de sauvetage et de reconstruction.

– Octobre, suite au séisme à Athènes, la Turquie aide la Grèce. Le dégel entre les deux pays semble effectif. Décembre, sommet de Helsinki, où la Grèce lève son veto traditionnel pour l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne. La Turquie peut donc être candidate et sera jugée essentiellement sur les questions de Chypre et de la mer Egée.

2000

- Premières manoeuvres militaires de l'OTAN auxquelles participent en même temps les armées grecque et turque.